LES EVOLUTIONS ECONOMIQUES DANS LA LOIRE



Novembre
2026

CCI LYON METROPOLE SAINT-ETIENNE ROANNE

Chambre de Métiers et de l'Artisanat AUVERGNE-RHÔNE-ALPES LOIRE

elo Observer pour agir

epures l'Agence d'urbanisme des territoires ligériens

Urssaf Rhône-Alpes

Université Jean Monnet Saint-Étienne

Sommaire

Economie ligérienne	3
Industrie	7
Construction	10
Commerce	13
Services	16
Artisanat	19
Commerce international	22
La réindustrialisation française est-elle en panne ?	24

Le partenariat

En 1998, Emplois Loire Observatoire et epures, l'agence d'urbanisme des territoires ligériens, ont souhaité mettre en commun leurs compétences au profit d'un dispositif partenarial d'observation économique, au service du territoire et de ses acteurs. Le partenariat s'est très vite étoffé pour rassembler toutes les structures locales qui réalisent de l'observation économique : d'abord la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne puis, en 2010, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes-Loire et, plus récemment, l'Urssaf Rhône-Alpes et l'Université Jean Monnet-Saint-Etienne. Cette observation coordonnée, quantitative et qualitative, renouvelée tous les ans, vise à aider les acteurs à mieux orienter l'action publique économique de leurs territoires.

Les évolutions économiques en 2025-2026, en bref

L'emploi dans la Loire a diminué en 2025. Le territoire ligérien perd ainsi 1 300 postes (- 0,7 %), pour s'établir à 197 700 salariés privés dans le département. En Auvergne-Rhône-Alpes et en France, l'emploi diminue respectivement de 0,02 % et de 0,3 %.

Les projections pour 2026 étaient plutôt positives avec une légère hausse des projets de recrutement des entreprises lorsqu'elles ont été interrogées en novembre 2025. Au total, les entreprises ligériennes ont émis le souhait de recruter plus de 17 800 professionnels en 2026, chiffre en hausse de 2,2 %. Au 1er trimestre 2026, la crise au Moyen-Orient a toutefois impacté l'activité des entreprises remettant en cause une partie des projets de recrutements formulé quelques mois auparavant.

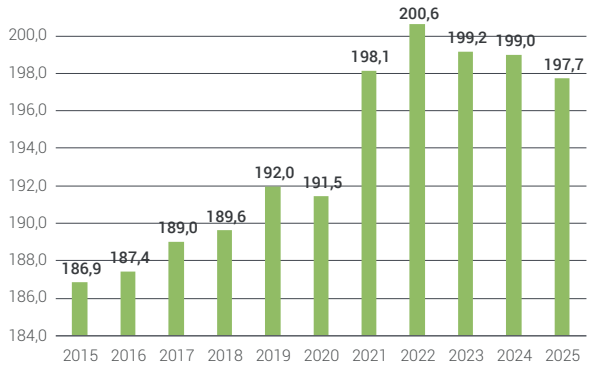
Les chiffres au 30 juin 2026 montrent que l'économie ligérienne perd 190 postes sur un an et 110 établissements. Le taux de chômage est en hausse sur un an et s'établit à 8,3 % au 2e trimestre 2026 selon l'INSEE (8,1 % en France) soit + 0,6 point. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), le taux de chômage pourrait atteindre 8,8% au niveau national.

En 2026, la France devrait connaître une croissance de son PIB de 0,4 % l'Institut français d'économie (IFE, né de la fusion de l'OFCE et du Centre d'études prospectives et d'informations internationales). Le taux de croissance de 2027 ne serait que de + 0,5 %.

ÉCONOMIE LIGÉRIENNE

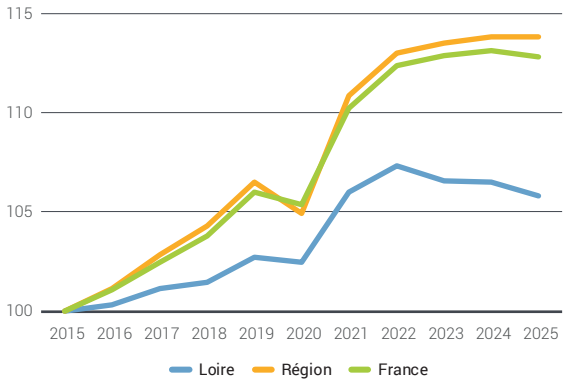
L'EFFECTIF SALARIÉ PRIVÉ

Effectifs ligériens (en milliers)



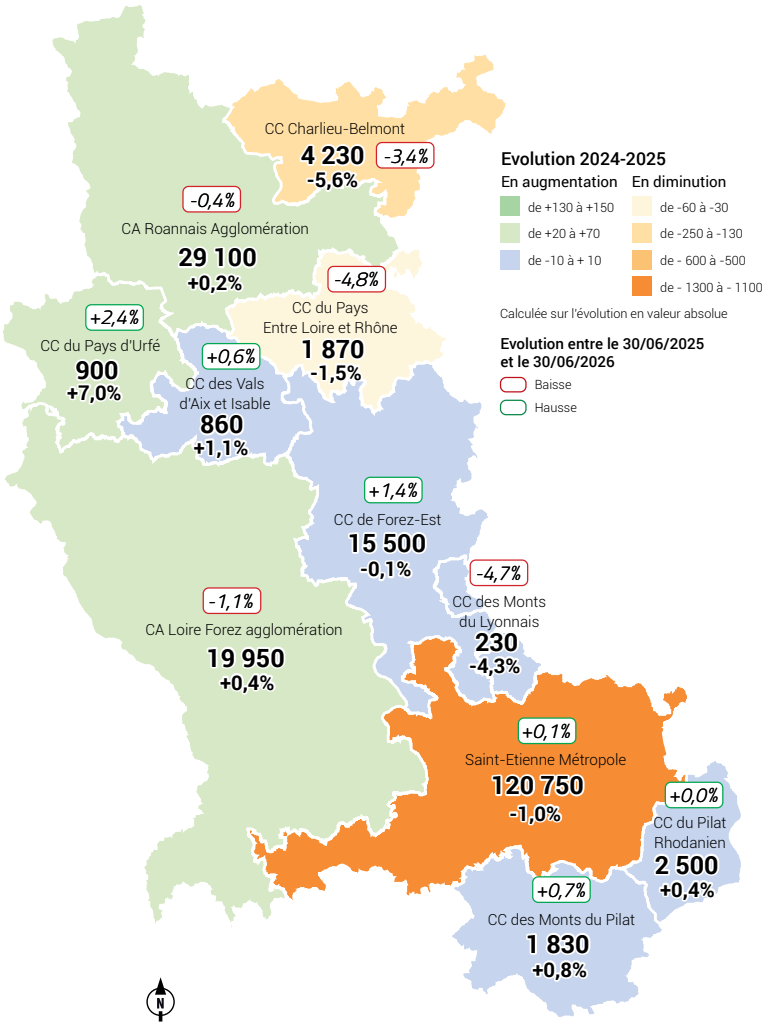
Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires) ; observatoire partenarial de l'économie, epures

Evolution des effectifs



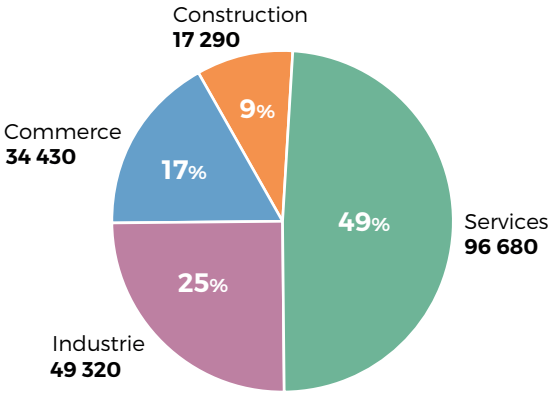
Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires) ; observatoire partenarial de l'économie, epures

Effectifs par intercommunalité et évolution



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires) ; observatoire partenarial de l'économie, epures

Effectifs par secteur d'activité



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires) ; observatoire partenarial de l'économie, epures

LES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS
Evolution du 30/06/2025 au 30/06/2026

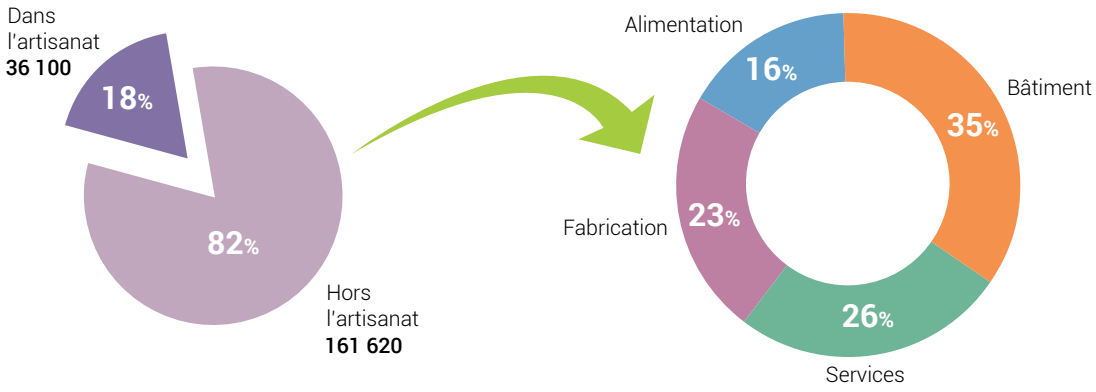
- 0,5%
soit une perte de 110 établissements

- 0,1%
soit une baisse de 190 postes

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires) ; observatoire partenarial de l'économie, epures

L'ARTISANAT

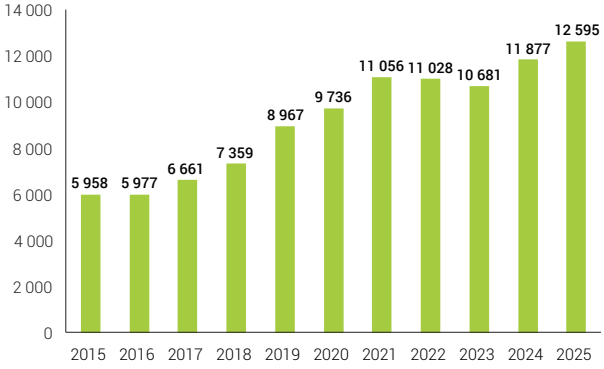
Poids et répartition de l'effectif artisanal



Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires) ; traitement CMAR-Loire

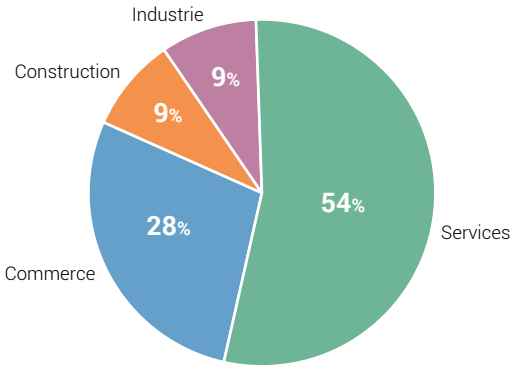
LA CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS

Evolution de la création d'établissements

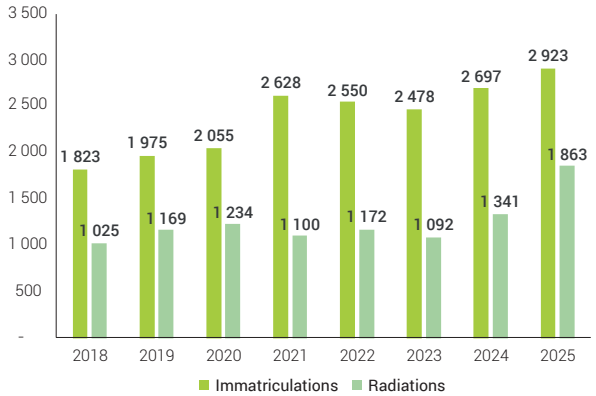


Source : INSEE, traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

Création d'établissements par secteur d'activité

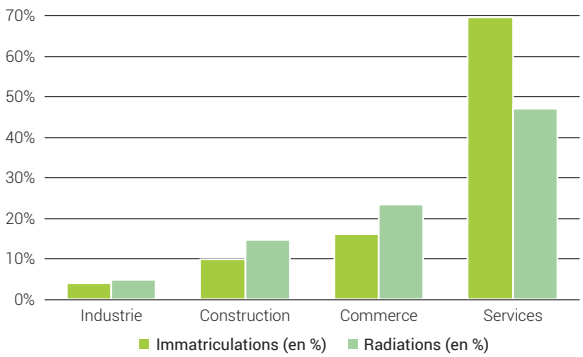


Nombre d'immatriculations et de radiations d'entreprises



Source : Datainfogreffe. Immatriculations et radiations d'entreprises au registre du commerce et des sociétés (RCS). Traitement CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne.

Répartition des immatriculations et des radiations en 2025, par secteur d'activité



Source : Datainfogreffe. Immatriculations et radiations d'entreprises au registre du commerce et des sociétés (RCS). Traitement CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne.

LE MARCHE DU TRAVAIL LIGERIEN - Août 2026

	LOIRE	AURA	FRANCE
Demandeurs d'emploi Cat. A	34 328	363 596	3 205 846
Evolution sur un an	- 4,5 %	+ 0,2 %	+ 1,2 %
Demandeurs d'emploi Cat. A, B et C	61 063	644 701	5 547 509
Evolution sur un an	- 2,3 %	+ 1,4 %	+ 2,2 %
Demandeurs d'emploi enregistrés sur un an	126 155	1 239 038	10 671 596
Evolution sur un an	+ 54,0 %	+ 44,6 %	+ 46,8 %
Demandeurs d'emploi sortis	128 710	1 234 600	10 587 869
Evolution sur un an	+ 58,5 %	+ 48,9 %	+ 51,2 %
Offres d'emploi enregistrées sur un an	32 745	428 798	3 038 756
Evolution sur un an	- 7,3 %	- 6,8 %	- 5,9 %
Taux de chômage au 2e trimestre 2026	8,3 %	7,2 %	8,1 %
Evolution sur un an	+ 0,6 point	+ 0,7 point	+ 0,8 point

Métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi Catégories A, B et C	
Assistance auprès d'enfants	2 577
Nettoyage de locaux	2 064
Magasinage et préparation de commandes	1 789
Mise en rayon libre-service	1 638
Secrétariat	1 376

Source : Observatoire de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes

Les principaux secteurs recruteurs	
Restauration de type rapide	3 478
Administration publique générale	3 048
Restauration traditionnelle	3 035
Nettoyage courant des bâtiments	1 881
Aide à domicile*	**1 861**

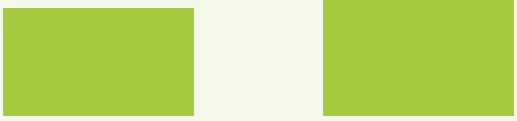
Source : Observatoire de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes

* En bleu, les spécificités départementales par rapport au niveau national.

LES OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOI ENREGISTRÉES (CATÉGORIES A, B ET C) DU 1ER SEPTEMBRE 2025 AU 31 AOÛT 2026

32 745 offres d'emploi

126 155 demandes d'emploi

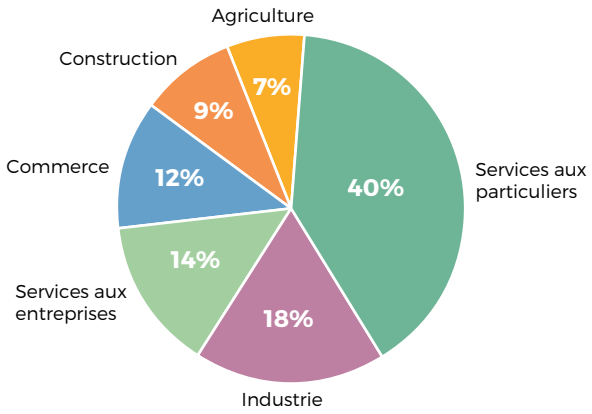


61 063 demandeurs d'emploi en Cat. A, B, C → -2,3% sur un an

Source : Observatoire de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes ; traitement : ELO

BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE

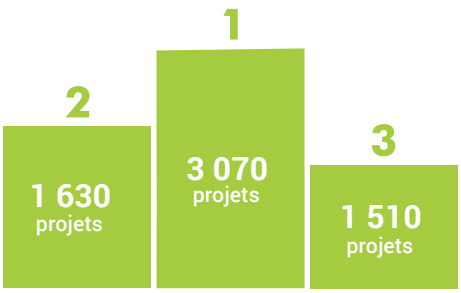
17 830 projets de recrutement



Source : BMO 2025 France Travail ; Traitement : ELO

Secteurs d'activité qui recrutent le plus en 2026

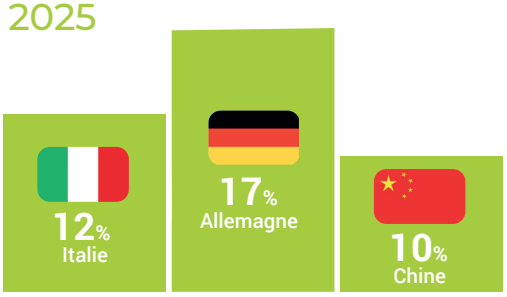
1. Santé humaine et action sociale
2. Construction
3. Autres activités de services
4. Hébergement et restauration
5. Commerce de détail



Source : BMO France Travail 2025 ; traitements ELO

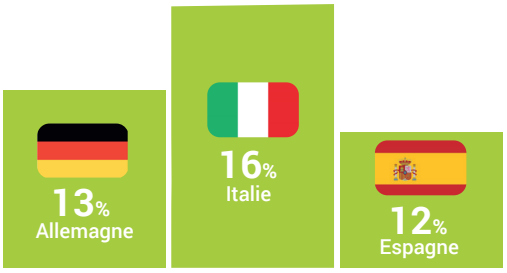
LE COMMERCE INTERNATIONAL

Pays fournisseurs de la Loire en 2025



Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

Pays clients de la Loire en 2025



Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

5,0 M€ d'importations

Principaux produits	%
Produits alimentaires divers	16%
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques	7%
Coutellerie, outillage, quincaillerie et ouvrages divers	7%
Produits de la culture et de l'élevage	6%
Machines et équipements d'usage général	5%

Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

4,1 M€ d'exportations

Principaux produits	%
Produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques	15%
Produits de la culture et de l'élevage	11%
Produits alimentaires divers	10%
Machines et équipements d'usage général	8%
Équipements pour automobiles	6%

Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

INDUSTRIE

CHIFFRES-CLÉS

	LOIRE (en nombre)	Auvergne-Rhône-Alpes (en nombre)	Evolution 2024-2025 (%)		
			Loire	Auvergne-Rhône-Alpes	France
Etablissements privés	2 300	20 930	-2,5%	-1,7%	-1,3%
Création d'établissements	1 133	12 117	+14,3%	+9,1%	+2,8%
Effectifs salariés privés	49 320	505 840	-0,9%	-0,5%	-0,5%

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

DIMINUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS

En 2025, la Loire compte 2 300 établissements industriels. Leur nombre recule de 2,5 % par rapport à 2024. Cette baisse est moins importante en Auvergne-Rhône-Alpes (- 1,7 %) et en France (- 1,3 %).

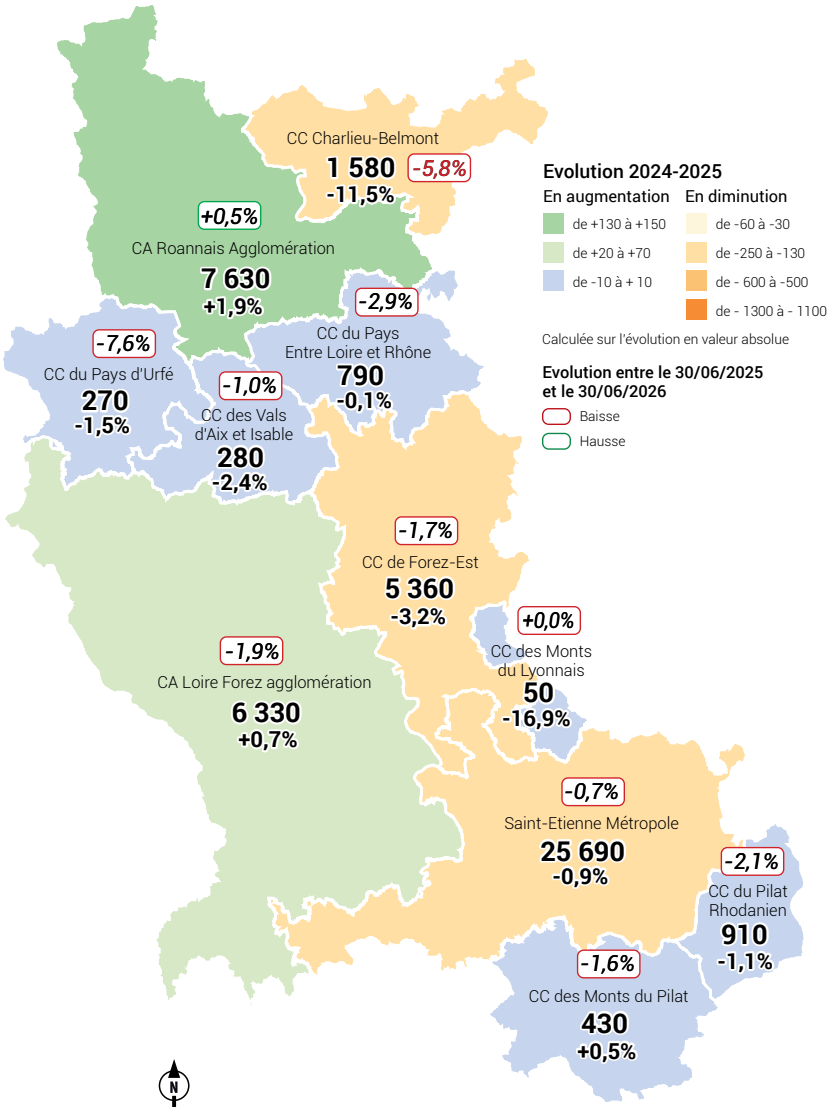
L'industrie compte 49 320 effectifs salariés privés dans la Loire. Ils diminuent de 0,9 % par rapport à 2024. Cette baisse est plus forte qu'aux niveaux régional (- 0,5 %) et national (- 0,5 %).

Entre 2015 et 2025, le secteur a gagné 2 170 salariés dans le département. Les effectifs salariés ont fortement augmenté entre 2015 et 2019 avec le gain de 1 460 postes. En 2020, en raison de la crise sanitaire, l'industrie a perdu 380 postes. Entre 2021 et 2024, elle gagne 1 520 effectifs salariés avant de perdre 460 postes en 2025.

L'industrie représentait 25,2 % des effectifs ligériens en 2015 alors qu'en 2025, cette part atteint 24,9 %. Elle reste supérieure aux niveaux régional (20,3 %) et national (15,8 %). Le poids de l'industrie demeure dominant dans le tissu économique ligérien. Avec une hausse de 3,2 % des effectifs salariés, la chimie et pharmacie est l'activité la plus dynamique entre 2024 et 2025 (+ 80 postes). En revanche, plusieurs secteurs perdent des postes sur cette période, notamment le textile, habillement, cuir (- 4,4 %, soit - 220 postes).

Seuls les effectifs de deux intercommunalités de la Loire augmentent dans l'industrie entre 2024 et 2025 : Roannais Agglomération et Loire Forez agglomération. Roannais Agglomération est la zone qui gagne le plus d'effectifs salariés (+ 140 postes), grâce notamment aux secteurs industrie du meuble et divers ; réparation et installation de machines et industries agro-alimentaires. En revanche, Charlieu-Belmont perd le plus d'effectifs (- 210 postes), notamment dans l'industrie du meuble et divers ; réparation et installation de machines.

EVOLUTION ANNUELLE DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS PAR INTERCOMMUNALITÉ



Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS DANS LES SECTEURS INDUSTRIELS

Secteurs	Nombre de salariés en 2025	Evolution absolue 2024-2025	Evolution relative 2024-2025
Métallurgie-mécanique	17 160	10	0,1%
Activités agroalimentaires	8 990	30	0,3%
Textile, habillement, cuir	4 750	-220	-4,4%
Caoutchouc, plastique	3 770	-90	-2,4%
Chimie, pharmacie	2 530	80	3,2%
Electicité-électronique	2 380	-30	-1,2%
Industrie automobile	1 950	-80	-3,9%
Bois-meuble	1 720	-40	-1,9%
Carton, édition, imprimerie, reproduction	1 450	-80	-5,2%
Production et distribution d'énergie	1 440	0	0,0%
Environnement	1 280	-20	-1,7%
Autres industries manufacturières	1 140	-5	-0,2%
Optique	520	-20	-3,2%
Industries extractives	240	5	0,8%
Total Industrie	**49 320**	**-460**	**-0,1%**

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

LES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS
Evolution du 30/06/2025 au 30/06/2026

- 3,5 %
soit une baisse de 80 établissements

- 1,0 %
soit une perte de 520 postes

- Production et distribution d'énergie **+ 90** postes
- Textile, habillement, cuir **- 140** postes
- Autres industries manufacturières **- 130** postes

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

Au 30 juin 2026, les effectifs salariés de l'industrie diminuent de 1,0 % par rapport au 30 juin 2025, notamment dans les autres industries manufacturières (- 11,1 %). En revanche, la production et distribution d'énergie est le secteur industriel le plus dynamique (+ 6,5 %).

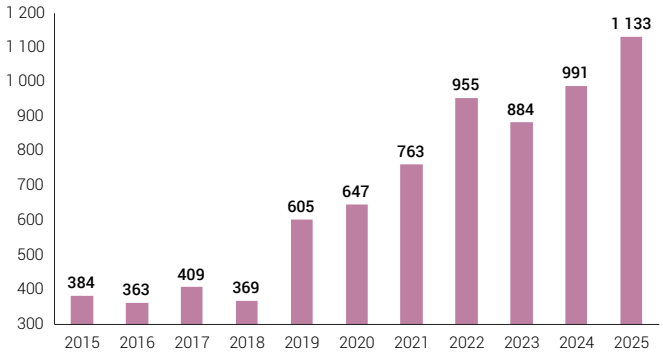
Les effectifs salariés de cinq intercommunalités diminuent entre le 30 juin 2025 et le 30 juin 2026. Saint Etienne Métropole est la zone qui perd le plus de postes, principalement dans la métallurgie-mécanique. A l'inverse, Roannais Agglomération gagne des postes (+ 40), grâce à la métallurgie-mécanique et au textile, habillement, cuir.

LE NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS CONTINUE DE PROGRESSER

Les créations d'établissements industriels progressent de 14,3 % dans la Loire sur un an, un rythme de croissance supérieur à celui observé en Auvergne-Rhône-Alpes (+ 9,1 %) et en France (+ 2,8 %).

Le poids des immatriculations dans le secteur industriel s'établit à 9,0 % des immatriculations totales dans la Loire, contre 8,3 % en 2023. Il s'établit à 7,8 % au niveau régional (+ 0,3 point) et à 7,0 % au plan national (- 0,2 point).

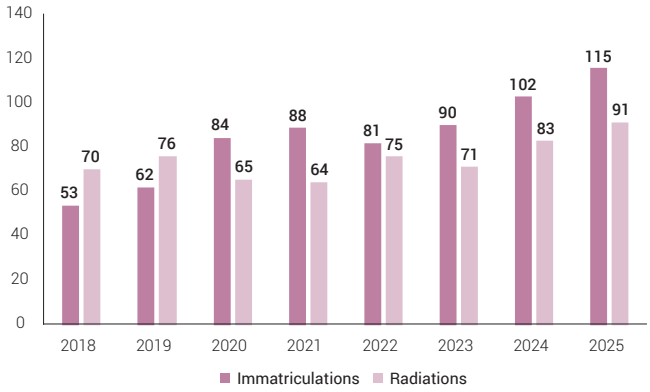
EVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS



Source : INSEE ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

Le nombre d'immatriculations d'entreprises industrielles se maintient à un niveau élevé et demeure supérieur à celui des radiations. Avec 115 immatriculations pour 91 radiations, la démographie des entreprises industrielles affiche les valeurs les plus hautes depuis 2018. Le solde est positif et s'élève à 24 entreprises en 2025.

NOMBRE D'IMMATRICULATIONS ET DE RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES



Source : Datainfogreffe. Immatriculations et radiations d'entreprises au registre du commerce et des sociétés (RCS). Traitement CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne.

DES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE EN BAISSE, DES DIFFICULTÉS POUR RECRUTER AU PLUS BAS DEPUIS 10 ANS

Pour l'année 2026, le secteur industriel compte 3 270 projets de recrutement en diminution de 3,5 % par rapport à 2025. 45,0 % des projets sont jugés difficiles. Les fortes difficultés de recrutement concernent les ouvriers et techniciens tous secteurs confondus. Les ouvriers de l'agro-alimentaire ainsi que les opérateurs sur ligne de production sont les plus recherchés.

LES PRINCIPAUX BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE POUR LES MÉTIERS INDUSTRIELS

Métiers	Projets de recrutement
Ouvriers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	300
Ouvriers qualifiés des industries agro-alimentaires	230
Ouvriers peu qualifiés des industries chimiques et plastiques	200
Pilotes d'installation lourdes des industries de transformation et d'énergie	140
Boulangers, pâtissiers	130
Ouvriers qualifiés en conduite d'équipement d'usinage	120

Source : BMO France Travail 2026 ; traitements ELO



CONSTRUCTION

CHIFFRES-CLÉS

	LOIRE (en nombre)	Auvergne-Rhône-Alpes (en nombre)	Evolution 2024-2025 (%)		
			Loire	Auvergne-Rhône-Alpes	France
Etablissements privés	2 670	29 190	-1,8%	-1,8%	-1,9%
Création d'établissements	1 105	11 783	-9,1%	-5,3%	-2,2%
Effectifs salariés privés	17 290	197 260	-1,6%	-1,3%	-1,2%

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

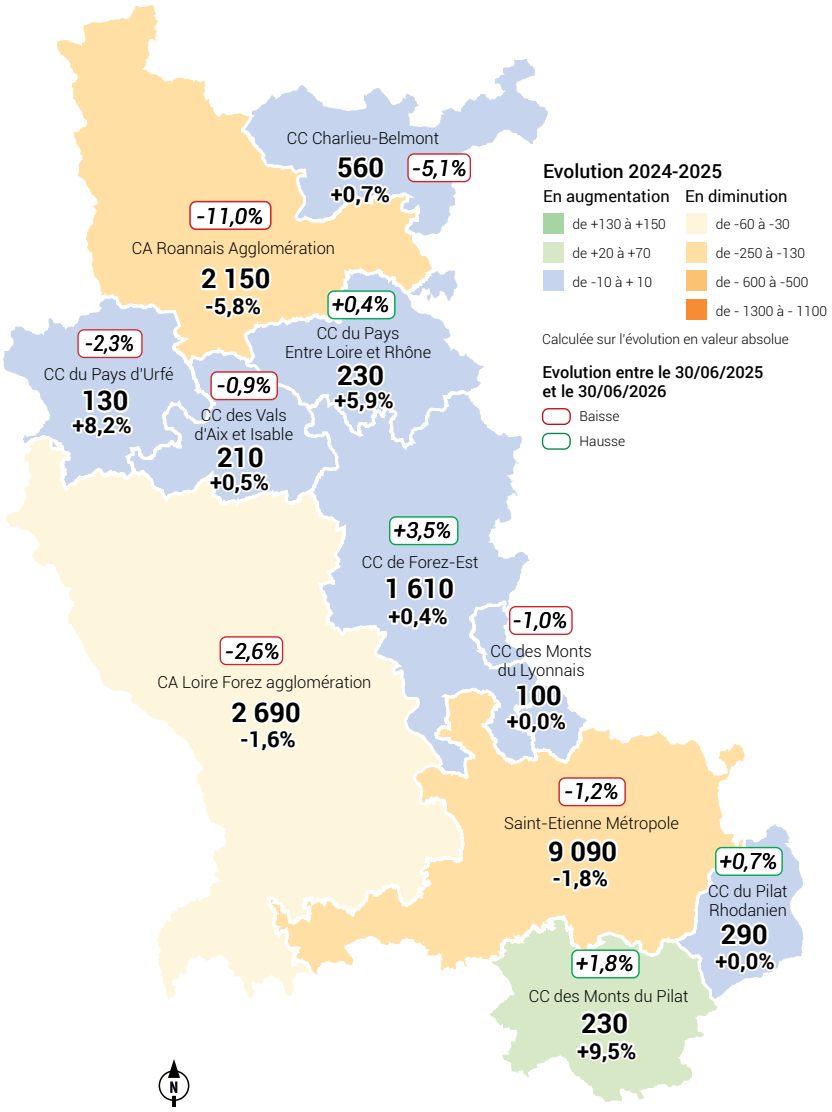
DIMINUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS

En 2025, la Loire compte 2 670 établissements dans la construction. Ils reculent de 1,8 % par rapport à 2024. Cette baisse est sensiblement identique en Auvergne-Rhône-Alpes (- 1,8 %) et en France (- 1,9 %). Le secteur compte 17 290 effectifs salariés privés dans la Loire. Il diminue de 1,6 % par rapport à 2024. Ce recul est plus important qu'aux niveaux régional (- 1,3 %) et national (- 1,2 %).

Entre 2015 et 2025, le secteur de la construction a gagné 1 250 salariés dans le département. Après avoir gagné 2 400 postes entre 2015 et 2022, la tendance s'est inversée entre 2022 et 2024, avec la destruction de 490 postes. En 2024 et 2025, il perd de nouveau des effectifs (- 290). En 2025, la construction représente 8,7 % des effectifs ligériens, stable depuis 2015. Cette part est supérieure aux niveaux régional (7,9 %) et national (8,0 %). Les effectifs salariés des travaux de construction spécialisés, principale activité du BTP, perdent 170 postes, tout comme le génie civil qui en perd 150. Seuls les travaux de la construction du bâtiment progressent avec 30 postes supplémentaires.

Les effectifs salariés des trois plus grandes intercommunalités de la Loire baissent dans la construction entre 2024 et 2025 : Saint-Etienne Métropole (- 170 postes), Roannais Agglomération (- 130 postes) et Loire Forez agglomération (- 40 postes). A l'inverse, les effectifs augmentent dans les Monts du Pilat (+ 20 postes), Pays entre Loire et Rhône (+ 10 postes) et Pays d'Urfé (+ 10 postes).

EVOLUTION ANNUELLE DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS PAR INTERCOMMUNALITÉ



Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Secteurs	Nombre de salariés en 2025	Evolution absolue 2024-2025	Evolution relative 2024-2025
↘ Travaux de construction spécialisés	15 200	-170	-1,1%
↘ Génie civil	1 590	-150	-8,6%
↗ Construction de bâtiments	500	+30	+6,9%
Total Construction	**17 290**	**-290**	**-1,6%**

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

LES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS
Evolution du 30/06/2025 au 30/06/2026

- 2,2 %
soit une baisse de 60 établissements

- 2,3 %
soit une perte de 400 postes

↗ Construction de bâtiments **+ 10** postes
↘ Génie civil **- 230** postes
↘ Travaux de construction **- 180** postes

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

Au 30 juin 2026, les effectifs salariés privés de la construction reculent de 2,3 % par rapport au 30 juin 2025. Les travaux de construction spécialisés et le génie civil perdent respectivement 180 postes et 230 postes alors qu'ils stagnent dans la construction de bâtiments.

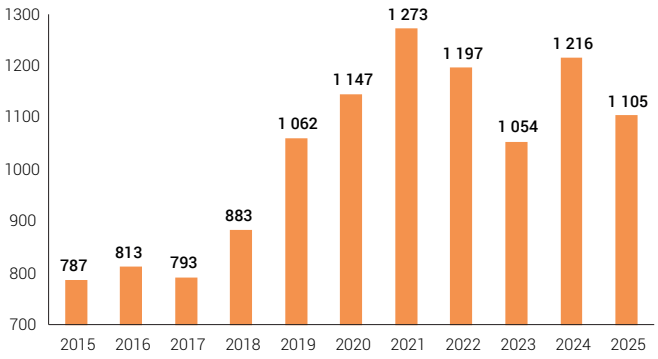
Les effectifs salariés de la majorité des intercommunalités de la Loire se stabilisent sur la période. Roannais Agglomération et Saint-Etienne Métropole sont les territoires qui perdent le plus de postes (- 250 et - 70). Seule la communauté de communes de Forez-Est gagne des postes (+ 60).

LE NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS EST EN BAISSE

Les créations dans le secteur de la construction diminuent de 9,1 % sur le territoire ligérien. Cette baisse est plus importante qu'au niveau régional (- 5,4 %). En France, les créations reculent de 2,2 %.

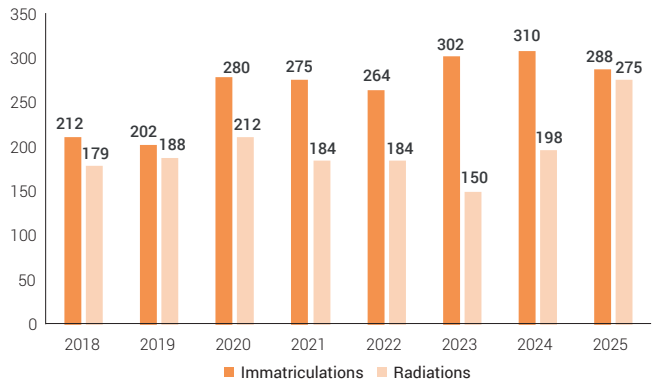
Dans la Loire en 2025, le poids des immatriculations dans le secteur de la construction (8,8 %) est en baisse par rapport à 2024 (- 1,4 point). Il diminue en Auvergne-Rhône-Alpes (7,6 % ; - 0,8 point) et en France (7,2 % ; - 0,6 point).

EVOLUTION DE LA CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS DE LA CONSTRUCTION



Le nombre d'immatriculations d'entreprises de la construction demeure supérieur à celui des radiations en 2025. Toutefois, l'écart entre les deux flux se réduit nettement, avec un solde positif limité à 13 entreprises, contre 112 en 2024. Cette réduction est surtout portée par la hausse des radiations qui atteint son plus haut niveau depuis 2018.

NOMBRE D'IMMATRICULATIONS ET DE RADIATIONS D'ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION



Source : Datainfogreffe. Immatriculations et radiations d'entreprises au registre du commerce et des sociétés (RCS). Traitement CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne.

DES TENSIONS FORTES SUR LES PROJETS DE RECRUTEMENT, DES VOLUMES EN FORTE HAUSSE

Pour l'année 2026, le secteur de la construction compte 1 630 projets de recrutement en hausse de 30,4 % par rapport à 2025. 65,6 % des projets sont jugés difficiles. Les entreprises interrogées déclarent rencontrer de fortes difficultés à recruter des maçons, des façadiers, des ouvriers de la construction en béton et des ouvriers de la pose et du revêtement. De manière générale, les recrutements des ouvriers qualifiés du gros œuvre et du second œuvre sont jugés difficiles.

LES PRINCIPAUX BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE POUR LES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION

Métiers	Projets de recrutement
Manutentionnaires et déménageurs peu qualifiés	170
Ouvriers qualifiés en menuiserie et en agencement du BTP	150
Ouvriers en travaux de façade, d'étanchéité et d'isolation	150
Ouvriers en pose et décoration de revêtements	130
Maçons qualifiés	110
Charpentiers (métal et bois)	110
Ouvriers de la construction en béton	100

Source : BMO France Travail 2026 ; traitements ELO



COMMERCE

CHIFFRES-CLÉS

	LOIRE (en nombre)	Auvergne-Rhône-Alpes (en nombre)	Evolution 2024-2025 (%)		
			Loire	Auvergne-Rhône-Alpes	France
Etablissements privés	4 550	51 440	-0,2%	-0,8%	-0,9%
Création d'établissements	3 546	41 010	+11,7%	+8,0%	+9,1%
Effectifs salariés privés	34 430	411 270	-1,6%	-0,5%	-0,7%

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

DIMINUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS

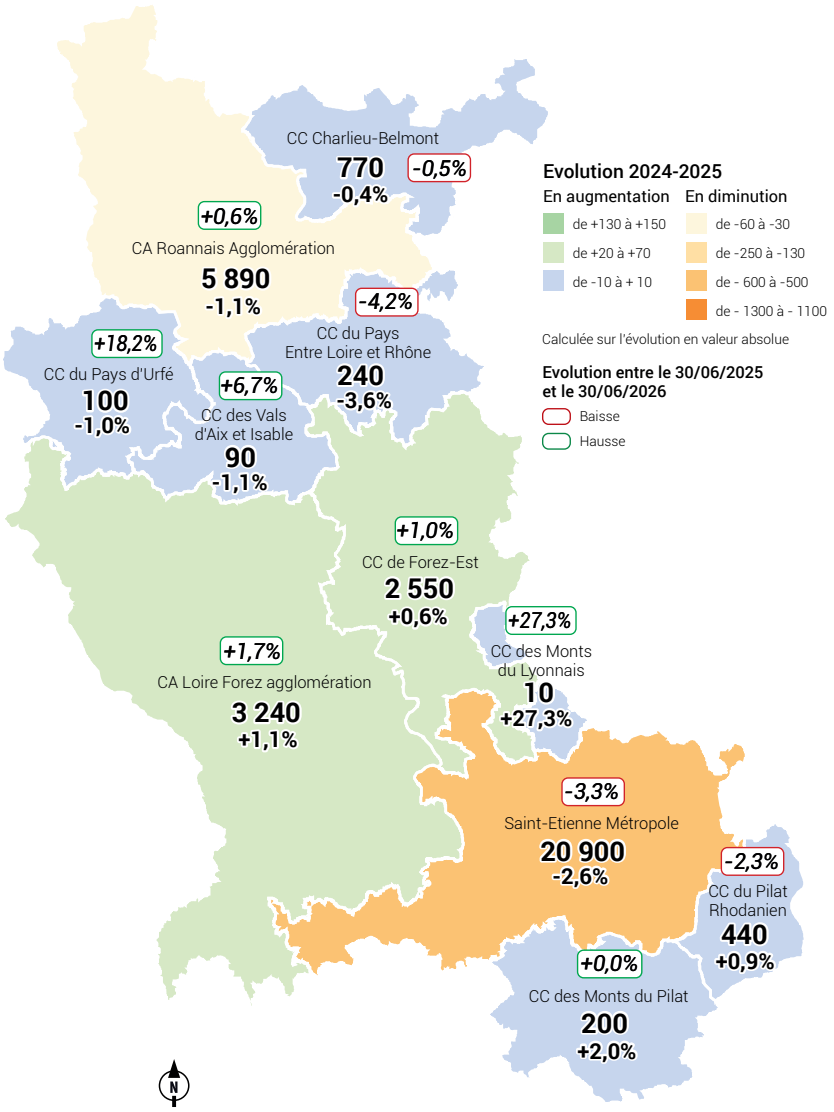
En 2025, la Loire compte 4 550 établissements dans le commerce. Ils reculent de 0,2 % par rapport à 2024. La baisse est plus faible qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (- 0,8 %) et qu'en France (- 0,9 %).

Le commerce compte 34 430 effectifs salariés privés dans la Loire, en baisse de 1,6 % par rapport à 2024, ce qui représente - 570 postes. Ce recul est plus important qu'aux niveaux régional (- 0,5 %) et national (- 0,7 %). Entre 2015 et 2025, le secteur a gagné 2 990 salariés dans le département. Après une forte progression entre 2015 et 2023 (+ 4 150 postes), la tendance s'est inversée entre 2023 et 2025 (- 1 160 postes).

En 2025, le commerce représente 17,4 % des effectifs ligériens. Cette part est un peu plus élevée que celle de 2015 (16,8 %). Elle est supérieure aux niveaux régional (16,5 %) et national (16,8 %). Le commerce de détail (hors automobile), principale activité commerciale, perd 570 postes.

Deux intercommunalités de la Loire progressent dans le commerce entre 2024 et 2025 : Loire Forez agglomération (+ 40 postes) et Forez-Est (+ 20 postes). Les territoires de Saint-Etienne Métropole et Roannais Agglomération concentrent la quasi-totalité des pertes du secteur (respectivement - 560 postes et - 60 postes).

EVOLUTION ANNUELLE DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS PAR INTERCOMMUNALITÉ



Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS DANS LE SECTEUR DU COMMERCE

Secteurs	Nombre de salariés en 2025	Evolution absolue 2024-2025	Evolution relative 2024-2025
↘ Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	20 100	-570	-2,8%
→ Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	8 910	+10	+0,1%
→ Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	5 420	-10	-0,3%
Total Commerce	**34 430**	**-570**	**-1,6%**

Source : URSSAF ; observatoire partenarial de l'économie, epures

LES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS
Evolution du 30/06/2025 au 30/06/2026

+/- 0,0 %
soit une stabilité du nombre d'établissements

- 1,7 %
soit une perte de 580 postes

↗ Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles **+ 20** postes

↘ Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles **- 500** postes

↘ Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles **- 100** postes

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

Au 30 juin 2026, les effectifs salariés privés du commerce diminuent de 1,7 % par rapport au 30 juin 2025, notamment dans le commerce de détail (- 500 postes) et dans le commerce de gros (- 100 postes). En revanche, le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles gagne 20 postes.

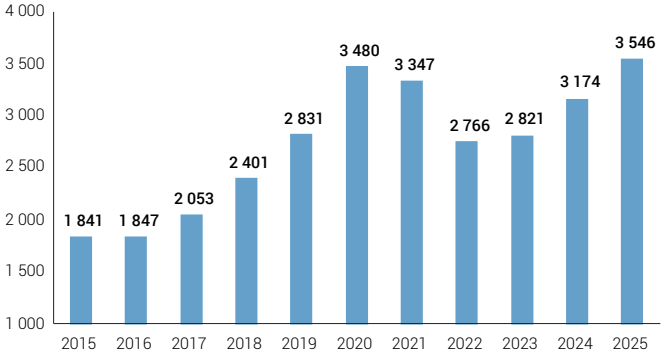
Sur la période, Saint-Etienne Métropole est le territoire le plus touché (- 700 postes). En revanche, trois intercommunalités gagnent des effectifs : Loire Forez agglomération (+ 50 postes sur un an), Forez-Est et Roannais Agglomération (+ 30 postes chacun).

HAUSSE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS

Le nombre de créations d'établissements commerciaux progresse sur l'ensemble des territoires : + 11,7 % dans la Loire, + 8,0 % en Auvergne-Rhône-Alpes et + 9,1 % en France.

Le poids des immatriculations dans le secteur du commerce augmente de 1,4 point dans la Loire (28,2 %), de 0,8 point en région (26,5 %) et de 0,9 point en France (28,1 %).

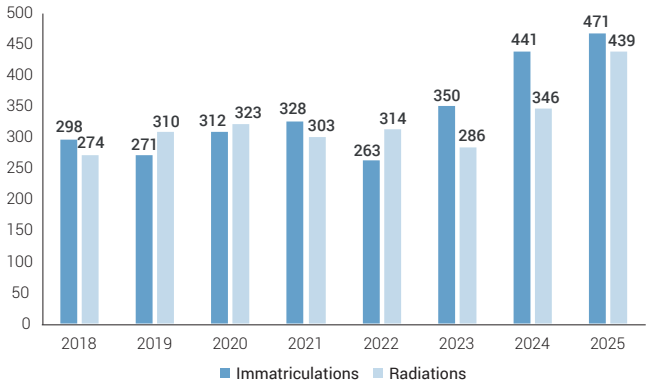
EVOLUTION DE LA CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS DU COMMERCE



Source : INSEE ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

Le nombre d'immatriculations d'entreprises commerciales atteint son plus haut niveau depuis 2018. Toutefois, la forte progression des radiations, dont le nombre atteint son plus haut niveau depuis 2018, réduit le solde net à + 32 entreprises en 2025.

NOMBRE D'IMMATRICULATIONS ET DE RADIATIONS D'ENTREPRISES DU COMMERCE



Source : Datainfogreffe. Immatriculations et radiations d'entreprises au registre du commerce et des sociétés (RCS). Traitement CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne.

UNE BAISSE DES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE, PEU DE TENSIONS SUR LES PROJETS DE RECRUTEMENT

Pour l'année 2026, le secteur du commerce compte 2 160 projets de recrutement, en baisse de 5,7 % par rapport à 2025. 37,0 % des projets sont jugés difficiles. Les principales difficultés émanent du domaine de l'automobile qui cherche des mécaniciens et de celui de la santé qui rencontre de fortes difficultés à recruter des techniciens médicaux et préparateurs en pharmacie ainsi que des spécialistes de l'appareillage médical. Par ailleurs, dans les commerces de détail, les bouchers sont également fortement recherchés.

LES PRINCIPAUX BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE POUR LES MÉTIERS DU COMMERCE

Métiers	Projets de recrutement
Employés de libre service	400
Caissiers	240
Ouvriers mécaniciens de véhicules	170
Vendeurs en habillements, articles de sport et culturels	150
Magasiniers et préparateurs de commandes peu qualifiés	110
Attachés commerciaux	100

Source : BMO France Travail 2026 ; traitements ELO



SERVICES

CHIFFRES-CLÉS

	LOIRE (en nombre)	Auvergne-Rhône-Alpes (en nombre)	Evolution 2024-2025 (%)		
			Loire	Auvergne-Rhône-Alpes	France
Etablissements privés	11 360	141 480	+0,6%	+0,6%	+0,3%
Création d'établissements	6 811	89 838	+4,8%	+4,5%	+5,6%
Effectifs salariés privés	96 690	1 382 850	+0,1%	+0,5%	+0,0%

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

HAUSSE DES EFFECTIFS SALARIÉS

En 2025, la Loire compte 11 360 établissements dans les services. Ils sont en progression (+ 0,6 %) par rapport à 2024. Cette évolution est identique en Auvergne-Rhône-Alpes (+ 0,6 %) et supérieure au niveau national (+ 0,3 %).

Les services comptent 96 690 effectifs salariés privés dans la Loire. Ils augmentent de 0,1 % par rapport à 2024 alors qu'ils progressent plus fortement au niveau régional (+ 0,5 %). Les effectifs sont stables au niveau national.

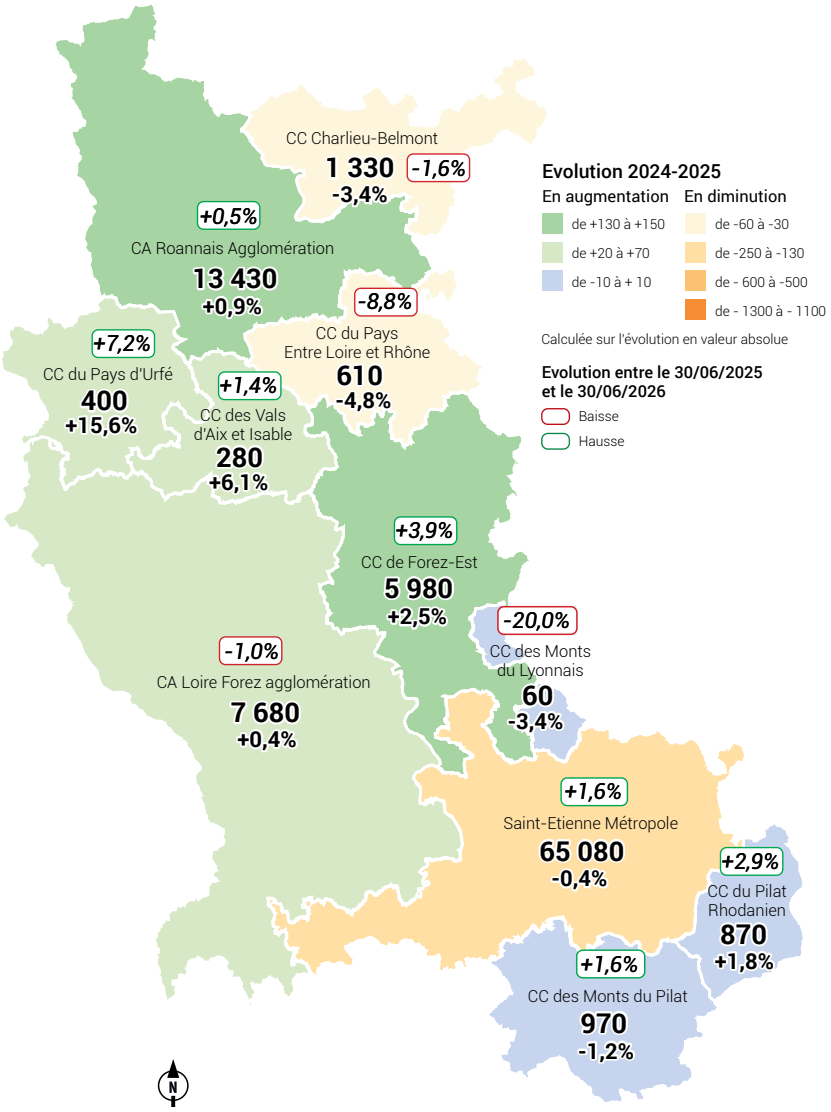
Entre 2015 et 2025, le secteur a gagné 4 450 salariés dans le département. Le secteur poursuit sa progression en 2025 avec un gain de 50 postes.

Les services représentent 48,9 % des effectifs ligériens en 2025. Cette part est inférieure aux niveaux régional (55,4 %) et national (59,4 %). Avec une baisse d'effectifs salariés de 590 postes, l'intérim est le secteur qui perd le plus d'emplois entre 2024 et 2025. Il est suivi du secteur des activités créatives, de loisirs et associatives (- 160 postes).

En revanche, plusieurs secteurs progressent fortement, comme les services aux entreprises (+ 560 postes), la santé et l'action sociale (+ 280 postes) et les hôtels et restaurants (+ 130 postes sur un an).

La moitié des intercommunalités de la Loire progresse dans les services entre 2024 et 2025. Forez-Est et Roannais Agglomération gagnent respectivement 150 postes et 130 postes, notamment dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie pour la première et l'action sociale et hébergement médico-social pour les deux. Saint-Etienne Métropole perd 250 postes en un an, particulièrement dans la santé humaine et les services administratifs et de soutien.

EVOLUTION ANNUELLE DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS PAR INTERCOMMUNALITÉ



Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS DANS LE SECTEUR DES SERVICES

Secteurs	Nombre de salariés en 2025	Evolution absolue 2024-2025	Evolution relative 2024-2025
Santé et action sociale	24 250	+280	+1,2%
Services aux entreprises	12 110	+560	+4,9%
Transports et entreposage	11 360	-140	-1,2%
Hotels et restaurants	8 750	+130	+1,6%
Conseil	8 120	+70	+0,9%
Finance, banque, assurance	6 520	+50	+0,7%
Activités créatives, de loisirs et associatives	5 820	-160	-2,6%
Intérim	4 240	-590	-12,3%
Education	4 230	-100	-2,4%
Immobilier et agences de location	3 390	-120	-3,4%
Numérique	2 900	+60	+2,0%
Services aux personnes	2 360	+30	+1,1%
Administration publique	2 260	+10	+0,6%
R&D	280	-20	-6,0%
Autres activités de services	100	-10	-8,0%
Total Services	**96 690**	**+50**	**+0,5%**

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires) ; observatoire partenarial de l'économie, epures

LES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS
Evolution du 30/06/2025 au 30/06/2026

+ 0,3 %
soit une hausse de 30 établissements

+ 1,3%
soit un gain de 1 310 postes

- Services aux entreprises **+ 720** postes
- Intérim **+ 430** postes
- Santé et action sociale **+ 390** postes
- Immobilier et agences de location **- 170** postes

Source : Urssaf, Dares (effectifs intérimaires) ; observatoire partenarial de l'économie, epures

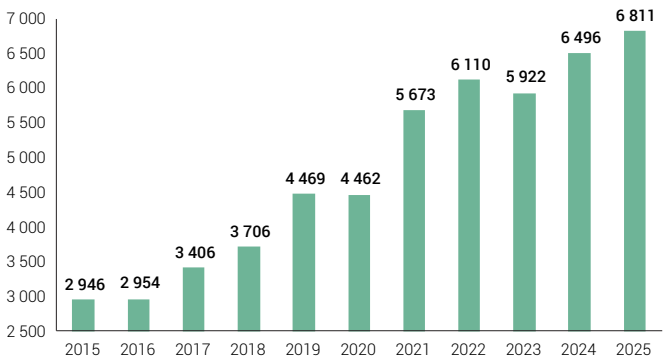
Au 30 juin 2026, les effectifs salariés des services progressent de 1,3 % par rapport au 30 juin 2025, notamment en raison des services aux entreprises (+ 720 postes), de la santé et action sociale (+ 390 postes) et de l'intérim (+ 430 postes). En revanche, ils diminuent dans l'immobilier et les agences de location (- 170 postes).

Loire Forez agglomération et Roannais Agglomération gagnent le plus de postes, respectivement 250 et 70, notamment dans la santé et action sociale. Quatre intercommunalités perdent des effectifs salariés sur la période : Loire Forez agglomération (- 90), Pays entre Loire et Rhône (- 60), Charlieu-Belmont (- 20) et Monts du Lyonnais (- 10).

HAUSSE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS DE SERVICES

Le nombre de créations d'établissements de services progresse de 4,5 % sur le territoire ligérien. Il augmente également en région (+ 4,5 %) et au niveau national (+ 5,6 %). La part des services dans les immatriculations d'établissements est en baisse. Elle représente 54,1 % des immatriculations dans la Loire (- 0,6 point), et se situe à un niveau inférieur à celui d'Auvergne-Rhône-Alpes (58,1 % ; - 0,2 point) et de la France (57,7 % ; - 0,1 point).

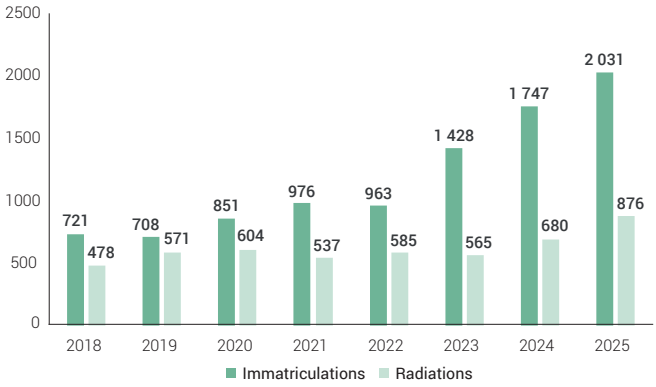
EVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS DE SERVICE



Source : INSEE ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

Le nombre d'immatriculations d'entreprises de services poursuit sa progression et atteint un niveau record en 2025. Avec 2 031 immatriculations pour 876 radiations, valeurs les plus hautes depuis 2018, le secteur enregistre un solde positif de 1 155 entreprises.

NOMBRE D'IMMATRICULATIONS ET DE RADIATIONS D'ENTREPRISES DES SERVICES



Source : Datainfogreffe. Immatriculations et radiations d'entreprises au registre du commerce et des sociétés (RCS). Traitement CCI Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne.

LE VOLUME DES PROJETS DE RECRUTEMENT EN LÉGÈRE HAUSSE, DES DIFFICULTÉS TRÈS IMPORTANTES SUR CERTAINS MÉTIERS

Pour l'année 2026, le secteur des services compte 9 550 projets de recrutement, en hausse de 1,6 % par rapport à 2025. 57,2 % des projets sont jugés difficiles. Les entreprises interrogées déclarent rencontrer de fortes difficultés à recruter dans les domaines de la santé (spécialistes de l'appareillage médical, aides-soignants, autres professionnels para-médicaux, infirmiers), de l'action sociale (aides à domicile, éducateurs spécialisés), dans l'éducation (enseignants et surveillants) ainsi que des conducteurs routiers et du personnel de ménage.

LES PRINCIPAUX BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE

Métiers	Projets de recrutement
Professionnels de l'animation socioculturelle	820
Aides-soignants	740
Aides à domicile et auxiliaires de vie	650
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	620
Agents d'entretien de locaux	410
Serveurs de cafés restaurants	380
Personnels de ménage chez des particuliers	340

Source : BMO France Travail 2026 ; traitements ELO



ARTISANAT

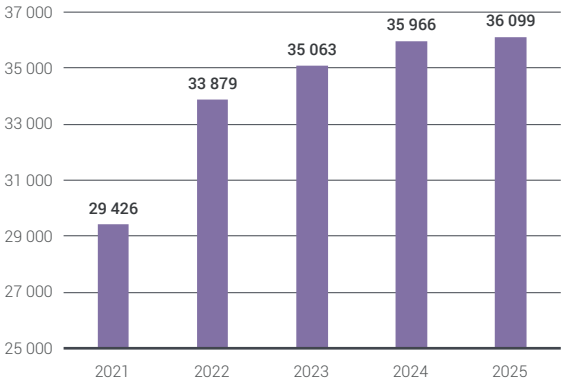
CHIFFRES-CLÉS

	LOIRE (en nombre)	Auvergne-Rhône-Alpes (en nombre)	Evolution 2024-2025 (%)	
			Loire	Auvergne-Rhône-Alpes
Etablissements privés	22 200	ND	-2,2%	ND
Entreprises	21 730	238 500	-1,2%	-0,9%
Création d'entreprises	2 861	33 100	-1,3%	+5,4%
Effectifs salariés privés	36 100	382 680	+0,4%	-0,2%

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

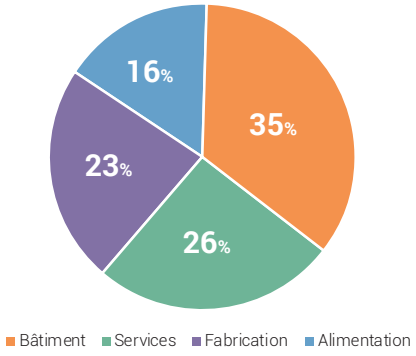
LÉGÈRE HAUSSE DES EFFECTIFS SALARIÉS

EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS DANS L'ARTISANAT LIGÉRIEN



Source : Urssaf ; traitement : CMAR-Loire

RÉPARTITION DES EFFECTIFS SALARIÉS ET DE L'APPRENTISSAGE

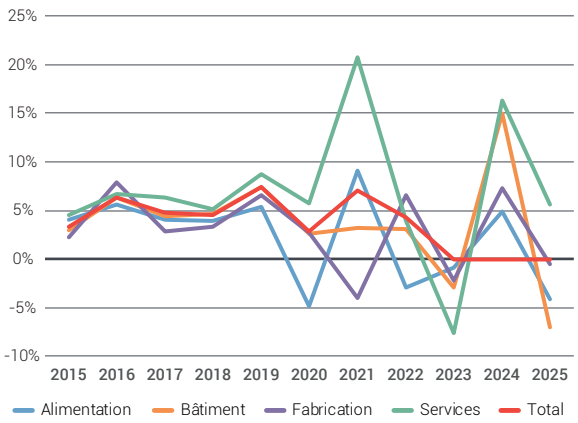


Source : Urssaf ; traitement CMAR-Loire

En 2025, l'artisanat compte 36 100 effectifs salariés dans la Loire. Ils évoluent favorablement avec une hausse de 0,4 % entre 2024 et 2025 (contre une baisse de 0,2 % en région). Depuis 2023, les effectifs artisanaux ont progressé de 3,0 %. C'est la troisième année consécutive de hausse dans la Loire, même si celle-ci ralentit.

Les activités de l'alimentation (+ 0,7 % ; + 30 postes) et de la fabrication (+ 1,4 % ; + 90 postes) enregistrent une très légère augmentation des effectifs entre 2024 et 2025. En revanche, les secteurs des services et du bâtiment stagnent.

EVOLUTION DES ENTREPRISES ARTISANALES LIGÉRIENNES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



Source et traitement : CMAR-Loire

Les plus importantes hausses d'effectifs concernent la communauté de communes de Forez-Est (+ 70 postes), Saint-Etienne Métropole (+ 70 postes), et la communauté de communes des Monts du Pilat (+ 30 postes). Roannais Agglomération et Loire Forez agglomération subissent une perte légère d'effectifs (- 30 postes chacune). Les autres communautés de communes ont des effectifs stables.

L'effectif moyen est de 1,5 poste par entreprise, identique à la région. Au total, 66,0 % des artisans n'ont pas de salarié.

Au 31 décembre 2025, 21 731 entreprises sont inscrites au Répertoire des Métiers de la Loire. Entre 2015 et 2025, le nombre d'artisans a augmenté de 52,0 % sur le territoire ligérien. En 2025, la progression se poursuit (+ 1,2 %) mais ralentit.

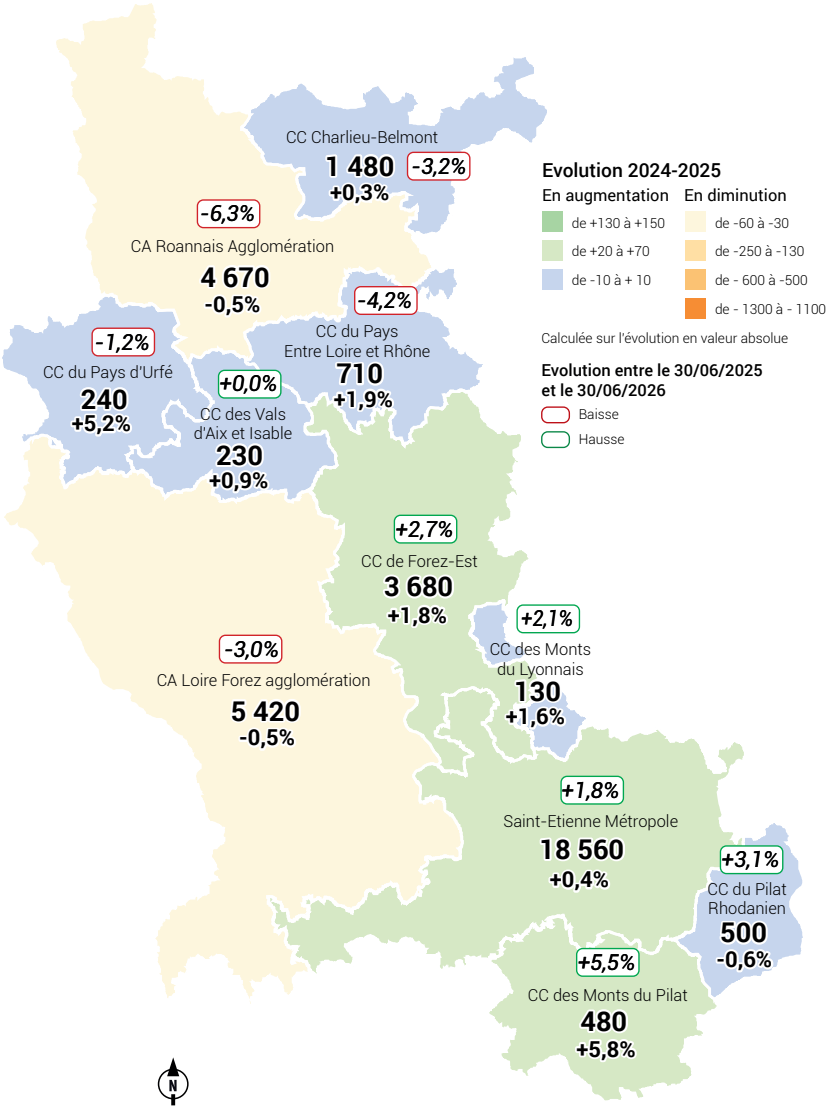
En termes de répartition sectorielle, le bâtiment reste en première position avec 38,0 % des activités artisanales. Le nombre d'entreprises augmente de 29,1 % entre 2016 et 2025.

Les services, qui représentent 38,0 % des activités artisanales, progressent de 82,3 % entre 2016 et 2025. Il s'agit du secteur le plus féminisé : 40,0 % des chefs d'entreprises sont des femmes contre 24,6 % en moyenne dans l'artisanat ligérien.

Avec une évolution de 24,3 % sur neuf ans, la fabrication représente 15,0 % des entreprises artisanales. C'est aussi le secteur le plus vieillissant, 33,0 % des chefs d'entreprises ont plus de 55 ans, mais également le plus pérenne : 47,0 % des entreprises ont plus de cinq ans.

L'alimentaire, secteur le moins représenté avec 9,0 % des entreprises artisanales ligériennes, progresse sur neuf ans (+ 14,4 %).

EVOLUTION ANNUELLE DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS PAR INTERCOMMUNALITÉ



Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

LES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS
Evolution du 30/06/2025 au 30/06/2026

+ 0,9%
soit une hausse de 50 établissements

- 0,2%
soit une perte de 70 postes

↗ Services	**+270** postes
→ Alimentation	**Stable**
↘ Fabrication	**- 80** postes
↘ Bâtiment	**- 30** postes

Source : Urssaf ; observatoire partenarial de l'économie, epures

EVOLUTION DES STATUTS JURIDIQUES DES ENTREPRISES

	Alimentation	Bâtiment	Fabrication	Services
SAS et SASU	36%	26%	21%	23%
SARL et EURL	26%	18%	16%	15%
EI/EIRL normal	16%	12%	12%	11%
EI/EIRL micro	22%	44%	51%	51%
Total général	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

Source et traitement : CMAR-Loire

Les statuts juridiques se répartissent en 57,8 % de formes individuelles contre 42,2 % en sociétés. Les micro-entrepreneurs représentent 45,8 % des entreprises. La part des sociétés par actions simplifiées (SAS) continue de progresser de 8,5 % en un an et devient la forme de société la plus répandue dans le département (24,0 %). Les sociétés à responsabilité limitée (SARL) représentent 17,2 % et leur part augmente légèrement.

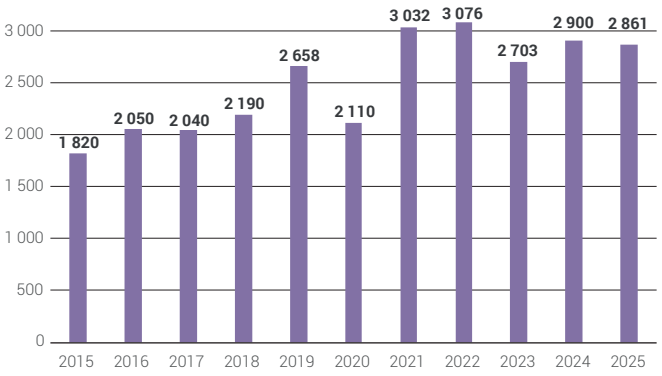
LÉGÈRE HAUSSE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS

En 2025, 2 861 entreprises artisanales ont été créées dans la Loire, soit une légère baisse des créations (- 1,3 % entre 2024 et 2025).

Le régime de la micro-entreprise est choisi par 76,0 % des créateurs. L'entreprise individuelle « classique » ne représente plus que 4,0 % des créations.

La part des sociétés représente 20,0 % des immatriculations.

EVOLUTION DU NOMBRE DE CRÉATION D'ENTREPRISES ARTISANALES

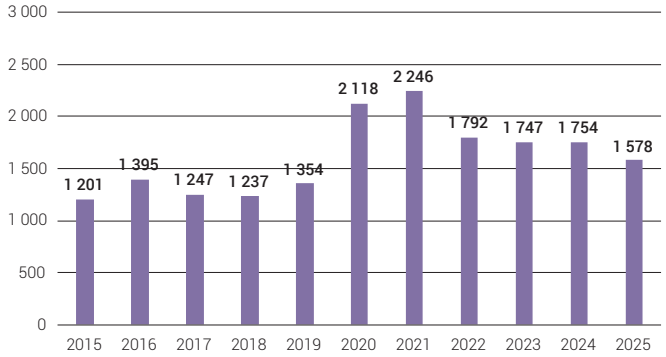


Source et traitement : CMAR-Loire

En 2025, 1578 entreprises artisanales ont été radiées, soit un solde positif immatriculation-radiation de + 1 283 entreprises artisanales en 2025.

Au cours des 10 dernières années, le solde des immatriculations-radiations d'entreprises a toujours été positif, sauf au cours de l'année 2021 avec - 8 entreprises (COVID).

EVOLUTION DU NOMBRE DE RADIATION D'ENTREPRISES ARTISANALES



Source et traitement : CMAR-Loire

COMMERCE INTERNATIONAL

DÉGRADATION DU SOLDE COMMERCIAL MALGRÉ LA HAUSSE DES EXPORTATIONS

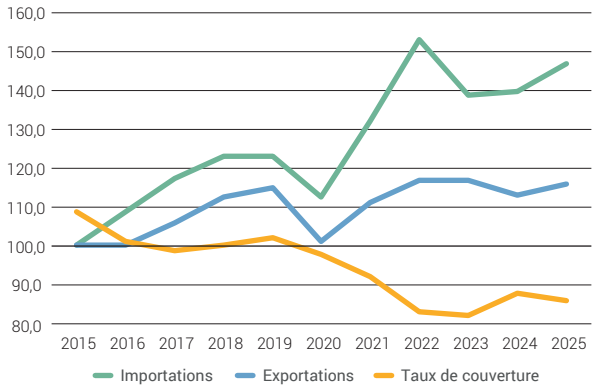
La balance commerciale[1] de la Loire est déficitaire en 2025 (- 689 millions d'euros) avec un taux de couverture de 86,2 % (- 2,2 points sur un an).

Cette année, les exportations augmentent de 2,4 % par rapport à 2024, pour une valeur totale de biens échangés de 4,3 milliards d'euros.

Simultanément, les importations progressent (+ 5,0 %) pour un cumul de 4,9 milliards d'euros.

En Auvergne-Rhône-Alpes, les importations, d'un montant de 76,9 milliards d'euros, augmentent de 0,9 %. Les exportations reculent de 1,8 % pour atteindre 70,1 milliards d'euros.

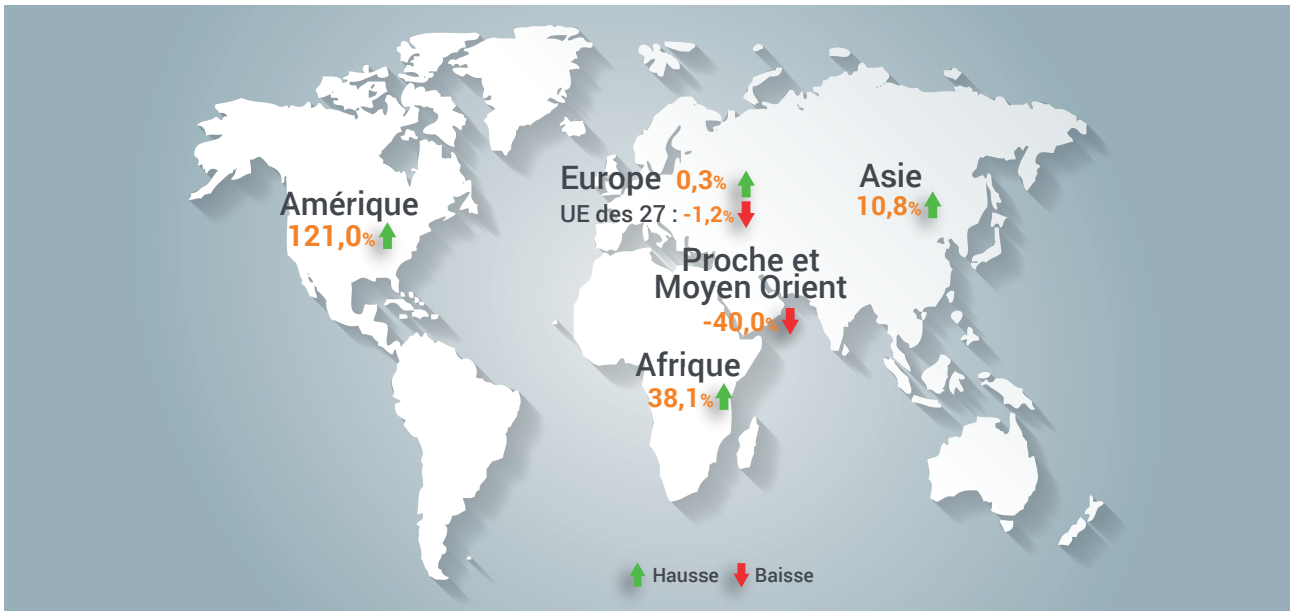
EVOLUTION DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX ENTRE 2015 ET 2025 (BASE 100 EN 2015 POUR LES EXPORTATIONS ET LES IMPORTATIONS)



Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

EN 2025, L'EUROPE MAINTIENT SA POSITION DE PRINCIPAL FOURNISSEUR, LES IMPORTATIONS DEPUIS L'ASIE REPARTENT À LA HAUSSE

EVOLUTION DU MONTANT (EN %) DES IMPORTATIONS DE LA LOIRE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ENTRE 2024 ET 2025



Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

[1] Rapport entre la valeur des exportations et celle des importations

En 2025, l'Europe reste le principal approvisionneur des entreprises de la Loire (3,7 milliards d'euros, 75,2 % de l'import). Sa part de marché recule de 3,5 points, sous l'effet de la baisse des importations en provenance des pays membres de l'Union européenne (- 1,2 %).

L'Asie demeure le second fournisseur des entreprises (782 millions d'euros ; 15,7 % de l'import dont deux tiers provenant de la Chine). Sa part de marché progresse (+ 0,8 point) et le montant des importations est en hausse de 10,8 % par rapport à 2024.

L'Amérique, troisième zone d'importation (285 millions d'euros), enregistre une forte hausse en valeur (+ 121,0 %) par rapport à 2024, principalement liée à un accroissement des achats en provenance du Brésil (72,4 millions d'euros en 2025, contre 6,1 millions en 2024) et de la Colombie (58 millions d'euros en 2025, contre 112 000 euros, un an plus tôt).

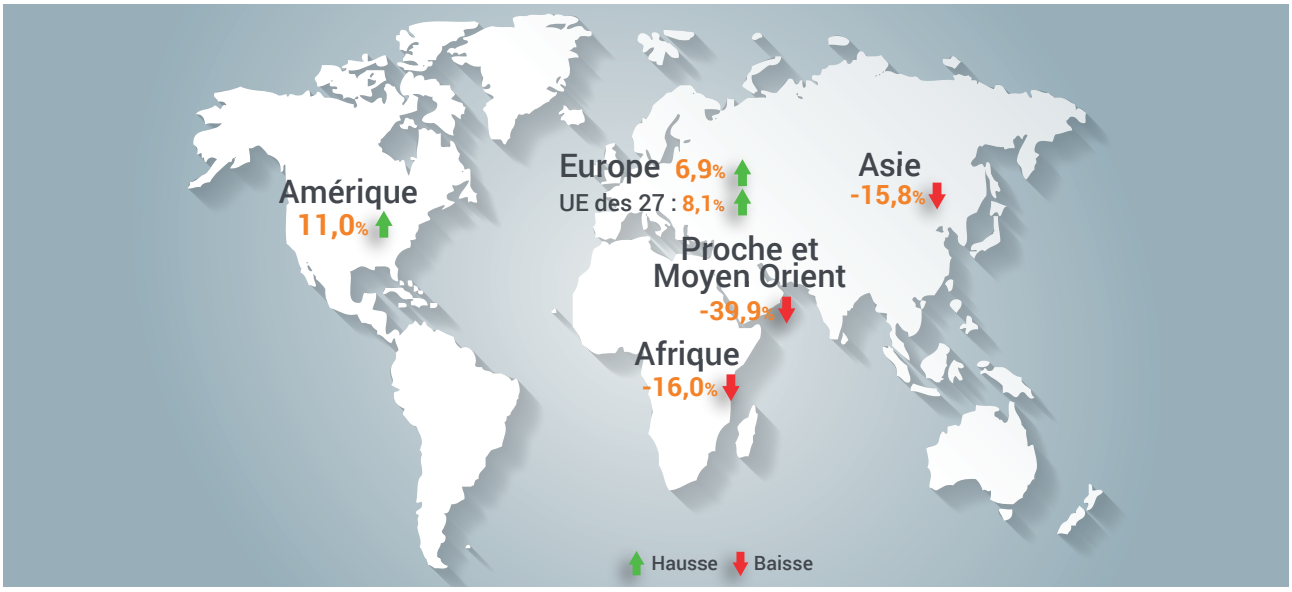
PAYS FOURNISSEURS DE LA LOIRE (IMPORT), ANNEE 2025

Rang 2025	Pays	Valeur en M€	%
1	Allemagne	841	17%
2	Italie	595	12%
3	Chine	520	10%
4	Pays-Bas	513	10%
5	Espagne	452	9%
6	Belgique	326	7%
7	Pologne	114	2%
8	Suisse	110	2%
9	Turquie	105	2%
10	Etats-Unis d Amérique	96	2%
Total général	**Monde**	**4 982**	**100%**

Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

EN 2025, L'EUROPE DEMEURE LA PRINCIPALE DESTINATION DES EXPORTATIONS LIGÉRIENNES MALGRÉ UN LÉGER RECUL

EVOLUTION DU MONTANT (EN %) DES EXPORTATIONS DE LA LOIRE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ENTRE 2024 ET 2025



Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

En 2025, les entreprises continuent d'exporter majoritairement leurs produits en Europe (3,3 milliards d'euros, + 6,9 % sur un an), dont 58,1 % à destination des pays membres de l'Union européenne. Les échanges avec le Royaume-Uni poursuivent leur repli (- 1,5 %, après - 15,6 % en 2024).

Les ventes vers l'Amérique, deuxième zone de débouchés, augmentent de 8,1 %, principalement en raison d'une hausse avec les États-Unis (+ 11,7 %) et le Canada (+ 8,0 %).

L'Asie, troisième destination, représente 297 millions d'euros. Les échanges reculent de 15,8 %, en lien avec une contraction des exportations vers la Chine (- 22,3 %).

La valeur des échanges est en hausse avec l'Italie (+ 18,1 %) et l'Espagne (+ 15,2 %), tandis qu'elle recule avec l'Allemagne (- 1,9 %).

PAYS CLIENTS DE LA LOIRE (EXPORT), ANNEE 2025

Rang 2025	Pays	Valeur en M€	%
1	Italie	688	16,0%
2	Espagne	494	11,5%
3	Allemagne	540	12,6%
4	Belgique	250	5,8%
5	Etats-Unis d Amérique	234	5,5%
6	Pays-Bas	171	4,0%
7	Royaume-Uni	146	3,4%
8	Pologne	142	3,3%
9	Turquie	111	2,6%
10	Suisse	93	2,2%
Total général	**Monde**	**4 293**	**100,0%**

Source : Douanes ; traitement : CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne

LA RÉINDUSTRIALISATION FRANÇAISE EST-ELLE EN PANNE ?

La dynamique de réindustrialisation[1] en France montre aujourd'hui des signes d'essoufflement, comme en témoigne le solde désormais défavorable entre les ouvertures et les fermetures de sites industriels. Cette évolution tient à plusieurs facteurs structurels : une compétitivité encore fragile dans certains secteurs, un tissu d'ETI (Entreprises de Tailles Intermédiaires) moins dense que dans plusieurs pays européens (par exemple l'Allemagne et l'Italie), les difficultés rencontrées par certaines filières industrielles historiques, notamment l'automobile, ainsi que les contraintes pesant sur l'investissement, la productivité et les capacités de production. Ces fragilités sont accentuées par plusieurs facteurs conjoncturels, parmi lesquels la crise sanitaire de 2020, la guerre en Ukraine ou les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Dès lors, la question est de savoir dans quelle mesure cette inflexion traduit un **véritable ralentissement du processus de réindustrialisation ou une simple phase de transition.**

Une réindustrialisation qui marque le pas

Les données récentes ne montrent pas de retour généralisé à la désindustrialisation[2], mais plutôt un ralentissement de la réindustrialisation. Si la dynamique se poursuit, son rythme reste modéré et son impact sur la structure industrielle encore limité.

Le premier constat est celui d'une **stabilisation de la trajectoire industrielle.** Selon l'OCDE (2026[3]), la désindustrialisation française s'est stabilisée depuis 2018. Fin 2025, l'industrie manufacturière représentait 11,2 % de la valeur ajoutée et 9,1 % de l'emploi salarié, des niveaux encore inférieurs à la moyenne de l'OCDE (respectivement 15 % et 13 %). Les politiques industrielles récentes ont néanmoins contribué à préserver la base productive française.

Les données du Baromètre industriel de l'État[4] confirment cette inflexion, tout en faisant apparaître un ralentissement de la dynamique : le solde des implantations est passé de + 189 sites en 2023 à + 88 en 2024, puis à + 19 en 2025. En outre, en 2024, les ouvertures de nouveaux sites (114) étaient inférieures aux fermetures (119). Le solde global reste positif grâce aux extensions de sites existants.

Cette évolution traduit moins un ralentissement qu'un changement de dynamique : la réindustrialisation repose désormais davantage sur la **consolidation des capacités existantes** que sur la création de nouvelles implantations, privilégiant le renforcement de l'appareil industriel à sa **recomposition ciblée du tissu productif.** Certaines activités connaissent une dynamique d'investissement soutenue, en particulier l'électronique, l'aéronautique et la défense, ou les secteurs liés à l'électrification et à la transition écologique. Ces filières bénéficient à la fois d'un **accompagnement public soutenu,** notamment à travers les subventions et le crédit d'impôt recherche, et d'une **demande internationale en progression.** À l'inverse, la chimie, la métallurgie, la mécanique et certains segments du transport demeurent confrontés à des contraintes économiques et industrielles persistantes.

Des freins structurels persistants

La trajectoire industrielle française repose aujourd'hui sur **le développement de nouvelles filières à fort potentiel,** tandis que plusieurs secteurs industriels historiquement importants connaissent un recul progressif. Les nouvelles capacités, principalement dans les secteurs « verts », ne compensent pas toujours les pertes d'emplois, de compétences et de fournisseurs liées aux restructurations.

Selon Mélanie Coueffé (2026[5]), la dynamique de l'industrie manufacturière française demeure en retrait par rapport à sa trajectoire antérieure à la crise sanitaire : à la fin de l'année 2025, sa valeur ajoutée reste inférieure d'environ 8 % à son niveau pré-Covid, alors même que l'emploi manufacturier connaît une progression, certes modérée. Cette divergence met en évidence **une progression** encore **limitée de la productivité du travail,** ce qui conduit à nuancer les effets de la réindustrialisation. D'autres freins persistent, notamment les coûts énergétiques élevés, les difficultés de recrutement, l'inadéquation des compétences aux besoins des entreprises et l'insuffisance des investissements. Par ailleurs, la transition vers une **industrie moins carbonée** suppose des efforts d'investissement conséquents, qui concernent l'électrification des procédés, l'amélioration de l'efficacité énergétique ou le déploiement de nouvelles technologies.

Ces différents freins montrent que la réindustrialisation ne peut reposer uniquement sur la création de nouvelles capacités productives : elle suppose également de **consolider les entreprises déjà implantées sur le territoire.** Cette orientation nécessite de renforcer la compétitivité-prix, de stimuler l'innovation et les avantages concurrentiels hors coûts, de créer des emplois qualifiés mais aussi de mieux sécuriser les approvisionnements afin de limiter les dépendances extérieures. Par ailleurs, dans un contexte de marges budgétaires limitées, le choix des dispositifs de soutien, leur ciblage et l'évaluation de leurs effets prennent une importance particulière dans la conduite de la politique industrielle.

Une réindustrialisation en recomposition

Les éléments précédents invitent à ne pas réduire la réindustrialisation au simple retour d'activités auparavant délocalisées. Les travaux récents montrent en effet que les entreprises modifient relativement peu leur organisation productive et leurs chaînes d'approvisionnement. Si certaines relocalisations sont engagées, leur ampleur demeure insuffisante pour transformer durablement le tissu productif français. Le mouvement observé relève davantage **d'une évolution progressive des spécialisations**, des **capacités de production** et des **dépendances** à l'égard de l'étranger que d'un retour massif des activités industrielles.

Plusieurs secteurs illustrent cette recomposition. Le **secteur pharmaceutique** cherche à renforcer les capacités nationales afin de réduire certaines dépendances extérieures, tandis que le secteur des **batteries électriques** et les **semi-conducteurs** participent au développement de nouvelles filières stratégiques. Dans **l'automobile,** la transition vers le véhicule électrique modifie, quant à elle, les activités et les compétences mobilisées, traduisant davantage une transformation de l'appareil productif qu'un retour d'activités délocalisées.

Malgré le maintien des investissements et le développement de certaines filières stratégiques, la dynamique industrielle ralentit. Au-delà du nombre de nouvelles implantations, l'enjeu réside dans leur capacité à créer durablement de la valeur, des emplois et à renforcer la résilience industrielle.

Quelle stratégie pour les territoires ?

Le ralentissement de la réindustrialisation conduit à repenser les conditions de son développement à l'échelle territoriale. Si les collectivités disposent de marges de manœuvre limitées sur le contexte macroéconomique et les politiques nationales, elles peuvent agir sur plusieurs déterminants des décisions d'investissement : **foncier, infrastructures, compétences, accompagnement** des entreprises et **coordination** des acteurs. L'enjeu consiste à privilégier la levée des contraintes à l'investissement et le renforcement de l'ancrage territorial des activités productives, au-delà de la seule attraction de nouveaux établissements (Banque des Territoires, 2026[6]).

Une stratégie territoriale pourrait s'articuler autour de cinq priorités : **sécuriser** le foncier industriel en identifiant des sites mobilisables ; **soutenir** prioritairement les entreprises existantes, en particulier les PME et ETI à potentiel de croissance[7] ; **anticiper** les besoins en compétences en rapprochant formation et besoins industriels ; **consolider** les écosystèmes productifs en développant les liens entre entreprises, recherche et formation ; et enfin **diversifier** les critères d'évaluation, en intégrant la valeur ajoutée, la productivité, les exportations et les emplois indirects au-delà du seul nombre de projets implantés.

La mise en œuvre de ces orientations suppose une **coordination renforcée** entre l'État, les collectivités et les acteurs privés, ainsi qu'un meilleur ciblage et une évaluation régulière des dispositifs de soutien. L'objectif est de renforcer l'efficacité de l'action publique en agissant à la fois sur les conditions d'investissement et sur l'ancrage durable des activités industrielles dans les territoires.

[1] La réindustrialisation désigne l'ensemble des transformations visant à renforcer durablement la capacité productive industrielle d'un pays, à travers le développement de nouvelles activités, l'extension ou la modernisation des capacités existantes, et la consolidation des filières et chaînes de valeur industrielles.
[2] La désindustrialisation est la réduction progressive de la part de l'industrie dans l'économie d'un pays ou d'une région, que ce soit par la baisse des emplois du secteur industriel ou par la diminution de son poids dans le Produit Intérieur Brut (PIB).
[3] OCDE (2026). Études économiques de l'OCDE : France 2026, chapitre 4, « Renforcer la compétitivité industrielle ». Éditions OCDE.
[4] Direction Générale des Entreprises (2026). Baromètre industriel de l'État. Ministère de l'Économie.
[5] Coueffé, M. (2026). Pourquoi le secteur manufacturier européen et français n'a-t-il pas retrouvé sa tendance pré-Covid ? . Bulletin de la Banque de France, n°263.
[6] Banque des Territoires (2026). Baromètre du foncier économique 2026.
[7] DGE (2025). Accompagner les ETI, des acteurs stratégiques pour la réindustrialisation et les territoires, Les Thémas de la DGE.

Sources et méthodologie

Etablissements et effectifs salariés privés : source Urssaf
Le champ de cette publication couvre l'ensemble des cotisants du champ concurrentiel (« secteur privé » selon la définition de la DGAFP cf acoss.fr, rubrique Acoss Stat / n°274) affiliés au régime général, domiciliés en France, hors agriculture, sylviculture et pêche (secteur AZ, qui relève en grande partie de la Mutuelle sociale agricole), hors activités extraterritoriales (UZ) et hors salariés des particuliers employeurs, en France hors Mayotte.
Les effectifs salariés sont issus des Bordereaux Récapitulatifs de Cotisations (BRC) et de la Déclaration Sociale Nominative (DSN), remplis par les employeurs dans le cadre de la déclaration des cotisations sociales aux Urssaf. L'effectif salarié, hors intérimaires, est un effectif au 31/12/2025 et au 30/06/2026 ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif diffère d'autres notions d'emploi faites en ETP ou qui excluent certaines catégories de salariés dont les emplois aidés. Il donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoss.
La chaîne de production Acoss qui alimente cette publication est également mobilisée dans le cadre du dispositif de coproduction Acoss-Insee-Dares des estimations trimestrielles d'emploi (ETE). Ce dispositif permet de suivre l'emploi salarié total selon le schéma de production suivant :
- l'Acoss fournit les données d'évolution des effectifs salariés sur le seul secteur privé hors intérimaires (hors agriculture et hors salariés des particuliers employeurs) produites dans le cadre de la présente publication ;
- la Dares produit les évolutions d'emploi sur l'intérim (avec correction de la multi activité) à partir des données issues des relevés mensuels de missions de France Travail, puis à terme de la DSN ;
- l'Insee produit les données d'évolution de la fonction publique, du secteur agricole et les salariés des particuliers employeurs.
Le nombre d'établissements recense les entités ayant déclaré une masse salariale au cours du 4e trimestre 2024 et du 2e trimestre 2025.
Les séries trimestrielles de l'emploi et de la masse salariale produites nationalement par l'Acoss sont labellisées par l'Autorité de la statistique publique.

Création d'établissements : source INSEE
La statistique des créations d'établissement est issue du Système d'Information sur la Démographie d'Entreprises (SIDE) qui est alimenté principalement à partir de données du répertoire Sirene, enrichies d'éléments provenant notamment du répertoire statistique Sirus. L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'unité légale. Il produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique...

Projets de recrutement : source BMO France Travail
Ce rapport présente les résultats de la vague 2025 de l'enquête "Besoins en main-d'œuvre" (BMO) pour la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le champ de cette vague est le même que celui de l'enquête 2024, soit d'une part les établissements relevant du secteur privé et, d'autre part :
• les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours des 12 derniers mois,
• les établissements du secteur agricole,
• les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...) et les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...).
L'enquête porte donc sur l'ensemble des employeurs hors administrations de l'État (Ministères, Police, Justice...) et entreprises publiques (Banque de France...). Cette définition correspond au total à 217 800 établissements pour la région Auvergne-Rhône-Alpes (extraits du répertoire SIRENE). Près de 53 500 établissements ont répondu au questionnaire. Les résultats ont été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des employeurs de la région.

Offres et demandes d'emploi : source France Travail, Direction Territoriale Loire
L'analyse de l'adéquation entre les emplois disponibles (via les offres d'emploi déposées par les employeurs auprès de France Travail) et les personnes à la recherche d'emploi (via les inscrits à France Travail) est un exercice délicat mais très utile pour l'action du service public de l'emploi. Elle permet notamment de mieux cibler les besoins de formation pour combler d'éventuelles inadéquations. Cette analyse repose principalement sur un calcul statistique dont l'objectif est de révéler des métiers dont la demande est insuffisante par rapport à l'offre d'emploi, ou encore pour lesquels les employeurs éprouvent des difficultés de recrutement, en déterminant ce que l'on appelle des « métiers en tension ».

Chefs d'entreprise et entreprises artisanales : source CMA Loire
Les mouvements du Répertoire des Métiers (RM) sont le résultat des formalités traitées en amont par le Centre de formalités des entreprises (CFE) : créations, modifications et radiations de nos entreprises artisanales.

Commerce international : source Douanes
Les données des Douanes sont collectées sur la base des déclarations d'échanges de biens (DEB) pour les échanges avec les 26 autres Etats membres et des déclarations en douanes (DAU) pour les échanges avec les autres pays. Ils ne retracent que les échanges de marchandises et non de services.

Immatriculations et radiations d'entreprises : source greffe des tribunaux de commerce
Les données portent sur les mouvements d'entreprises enregistrés auprès des greffes des tribunaux de commerce : immatriculations, radiations, procédures collectives et autres événements juridiques affectant la vie des entreprises.



© magnific

A RETENIR

La Loire a connu une année 2025 négative en termes d'emplois avec une baisse des effectifs salariés privés de 0,7 %. Dans le même temps, l'emploi privé en France diminue de 0,3% alors que celui de la région Auvergne-Rhône-Alpes reste stable. C'est la troisième année de baisse consécutive sur le département.
Entre le 1er juillet 2025 et le 3 juin 2026, la Loire perd 190 postes et 110 établissements. Le taux de chômage au 2e trimestre 2026 s'établit à 8,3 % et est en hausse de 0,6 point (contre 0,7 point pour la région et 0,8 point pour la France).
Les radiations des entreprises sont également en forte hausse en 2025 (passant de 1 341 radiations en 2024 à 1 863 en 2025). Dans le même temps, le nombre d'immatriculations est en hausse.
Sur le plan de l'activité, si le montant des exportations a augmenté (+ 2,4 %) celui des importations a augmenté plus fortement (+ 5,0 %). La balance commerciale reste déficitaire.
Globalement, les perspectives pour la fin d'année 2026 et l'année 2027 sont moroses avec une nouvelle hausse du chômage attendue et une stabilité de l'activité économique. Les contextes international (crise au Moyen-Orient) et national (notamment les efforts budgétaires) pèsent et rendent les prévisions 2027 très incertaines même si l'économie mondiale a plutôt bien résisté selon l'OCDE.

CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne
Place de la Bourse 69 289 Lyon Cedex 2
tél : 04 72 40 58 58
e-mail : infos@lyonmetropole.cci.fr
web : www.lyon-metropole.cci.fr

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Loire
Rue de l'Artisanat - BP 724
42 951 Saint-Etienne Cedex 9
tél : 04 77 92 38 00
e-mail : contact@cma-loire.fr
web : www.cma-loire.fr

Emplois Loire Observatoire
46 rue de la télématique
42 000 Saint-Etienne
tél : 04 77 92 83 70
e-mail : contact@elobs.fr.
web : www.elobs.fr

epures, l'Agence d'urbanisme des territoires ligériens
46 rue de la télématique - CS 40 801
42 952 Saint-Etienne cedex 1
tél : 04 77 92 84 00
e-mail : epures@epures.com
web : www.epures.com

URSSAF Rhône-Alpes
6 rue du 19 mars 1962
69 691 Vénissieux Cedex
tél : 04 77 43 85 94
e-mail : pole-statistiques.rhone-alpes@urssaf.fr
web : www.rhonealpes.urssaf.fr

Université Jean Monnet
Maison de l'Université
2 rue Tréfilerie 42 100 Saint-Etienne
tél : 04 77 42 17 00
web : www.univ-st-etienne.fr